ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Ὀκτωβρίου 1956	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	Ἀριθμὸς φύλλου 245

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 3579

Περὶ κυρώσεως τῶν ὑπογραφεισῶν ἐν Ἀθήναις, τὴν 13ην Ἰουλίου 1954, Ἀεροπορικῶν Συμφωνιῶν μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Γιουγκοσλαυίας.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 4 Σεπτεμβρίου 1956 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

1. Κυροῦνται, προσλαμβάνουσαι ἰσχὺν νόμου, αἱ ἐν Ἀθήναις τὴν 13ην Ἰουλίου 1954 ὑπογραφεῖσαι ἀκόλουθοι Συμφωνίαι μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Γιουγκοσλαυίας, ὧν τὸ κείμενον ἕπεται ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

α') Συμφωνία, περὶ ἀντικαταστάσεως τῶν ἀπὸ 15-3-51 καὶ 26]31-3-1952 Παραρτημάτων τῶν παρακολουθούντων τὴν κυρωθεῖσαν διὰ τοῦ Ν. Διατάγματος ὑπ' ἀριθ. 2508]1953 Συμφωνίαν μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Γιουγκοσλαυίας, περὶ ἐκμεταλλεύσεως Ἐναερίων Γραμμῶν. καὶ

β') Συμπληρωματικὴ Συμφωνία, περὶ καθορισμοῦ ἐναερίου διαδρόμου μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Γιουγκοσλαυίας.

2. Ἡ ἰσχὺς τῶν ὡς ἄνω Συμφωνιῶν ἀνατρέχει ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ὑπογραφῆς των.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Ὀκτωβρίου 1956

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Δ. ΧΕΛΜΗΣ, Ε. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ, Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ, Δ. ΜΑΚΡΗΣ, Λ. Π. ΤΣΑΛΔΑΡΗ, ΣΤ. ΚΩΤΙΑΔΗΣ, Λ. ΜΠΟΥΡΝΙΑΣ, Κ. ΤΣΑΤΣΟΣ, Δ. ΔΑΒΑΚΗΣ, Ν. ΑΘΑΝΑΣΙΟΥ, Δ. ΑΛΙΠΡΑΝΤΗΣ, Ν. ΜΑΡΤΗΣ, Χ. ΚΑΡΑΠΙΠΕΡΗΣ, Τ. ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΑΚΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Ὀκτωβρίου 1956

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ

ARRANGEMENT

Intervenu entre les autorites aeronautiques du royaume de Grèce et de la Republique populaire fédérative de Yougoslavie.

Conformément aux stipulations de l'article 11, paragraphe 2, de l' Accord relatif aux services aériens entre le Royaume de Grèce et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie du 15 Mars 1951 le Ministère des Communications, Service de l'Aviation Civile, du Royaume de Grèce et la Direction Générale de l'Aviation Civile de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie sont convenus de ce qui suit:

D'annuler les Annexes en date du 15 Mars 1951 et du 26)31 mars 1952 audit Accord et de les remplacer par la nouvelle Annexe suivante :

ANNEXE

Section 1

A. L'entreprise hellénique désignée pourra exploiter les services aériens réguliers définis ci-après :

1. Athènes-Belgrade, dans les deux directions, avec escales éventuelles d'ordre commercial à Thessaloniki et Skopje;

2. Athènes-Belgrade et au-delà vers l'Autriche et l'Allemagne, dans les deux directions, avec escale d'ordre commercial à Belgrade; et

3. Atnènes—Belgrade et au—delà, dans les deux directions, avec escale d'ordre technique à Belgrade.

Pendant l'exploitation des services indiqués aux points 1 et 2, l'entreprise hellénique aura les facultés:

a) de débarquer sur le territoire yougoslave des passagers, des envois postaux et des marchandises embarqués sur le territoire hellénique et sur celui de tout autre pays;et

b) d'embarquer sur le territoire yougoslave des passagers, des envois postaux et des marchandises à destination du territoire hellénique et de celui de tout autre pays.

B. Le service prévu sous A, point I, pourra être assuré par les avions de transport desservant la ligne mentionnée sous A, point 2.

Section II

A.—L'entreprise yougoslave désignée pourra exploiter les services aériens réguliers définis ci-après:

1. Belgrade—Athènes, dans les deux directions, avec escales éventuelles d'ordre commercial à Skopje et Thessaloniki:

2. Belgrade—Athènes et au—delà vers l'Egypte et le Liban, dans les deux directions, avec escale d'ordre commercial à Athènes: et

3. Belgrade-Istanbul ou Ankara et au-delà, dans les deux directons, avec escale d'ordre technique sur le territoire hellénique.

Pendant l'exploitation des services indiqués aux points 1 et 2, l'entreprise yougoslave aura les facultés:

a) de débarquer sur le territoire hellénique des passagers, des envois postaux et des marchandises embarqués sur le territoire yougoslave et sur celui de tout autre pays; et

b) d'embarquer sur le territoire hellénique des passagers, des envois postaux et des marchandises à destination du territoire yougoslave et de celui de tout autre pays.

B. Le service prévu sous A, point 1, pourra être assuré par les avions de transport desservant la ligne mentionnée sous A, point 2.

Section III

1. Les transports en cabotage sur le territoire de la Grèce et la Yougoslavie, seront exclusivement réservés aux entreprises nationales.

2. Les Autorités Aéronautiques de chaque pays fixeront, pour ce qui concerne les lignes figurant aux Sections II et I, sous A, point 2, la fréquence hebdomadaire des services et l'allotment, en tenant compte des intérêts des entreprises nationales de transports aériens.

Il reste entendu que l'entreprise hellénique bénéficiera sur le territoire yougoslave et l'entreprise yougoslave sur le territoire grec d'un traitement aussi favorable que le traitement appliqué à la société de transports aériens de la nation la plus favorisée.

3. Le présent Arrangement entrera en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Athènes, le 13 Juillet 1954, en double exemplaire en langue française.

Pour la Direction Générale de l'Aviation Civile de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie,

B. JOVANOVIC

Pour le Ministère des Communications, Service de l'Aviation Civile, du Royaume de Grèce.

TH. PAPANASTASSIOU

Copie Certifiée

ACCORD ADDITIONNEL

A l'accord relatif aux services aériens entre le Royaume de Grèce et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie en date du 15 Mars 1951

Le Gouvernement Royal Hellénique et le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, animés du désir de faciliter la navigation aérienne ordonnée, entre leurs deux Pays respectifs, ainsi que la navigation aérienne internationale dans cette partie de l'Europe,

sont convenus de ce qui suit:

Article premier

Pour le survol, sans visibilité extérieure (FIR), de la frontière commune du Royaume de Grèce et de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie est fixé le corridor aérien au-dessus du secteur terrestre indiqué ci-dessous:

Point d'intersection de la frontière helléno-yougoslave par une ligne droite imaginaire reliant le radiophare de Thessaloniki (sis à Mikra) à celui de Skopje (sis à Madzari), avec un espace de cinq milles marins (9265 mètres) de chaque côté de ce point. Ce secteur terrestre est limité en Grèce: à l'est par la localité de Idomeni et à l'Ouest par la côte 1918 «Porta» et en Yougoslavie: à l'Est par la bourgade de Djevdjelija et à l'Ouest par la côte 2104 «Porta».

Pour le survol par visibilité extérieure (VFR), les aéronefs ne pourront utiliser que le corridor aérien se trouvant au-dessus du demi-secteur situé à l'Ouest de la ligne droite imaginaire.

La circulation aérienne du et vers le corridor situé au dessus du secteur terrestre ci-haut mentionné, devra s'effectuer conformément à la réglementation nationale du Pays, dans l'espace atmosphérique duquel se trouve l'aéronef.

Article 2.

Chaque Partie contractante se réserve le droit, dans des circonstances exceptionnelles, de restreindre ou d'interdire provisoirement et avec effet immédiat, l'usage du cirridor aérien défini par l'article précédent.

Cette restriction ou interdiction sera appliquée, sans distinction de nationalité, aux aéronefs civils de tous les Etats.

Article 3.

1. Dans l'intérêt du developpement de la navigation aérienne, cet Accord Additionnel pourra être mo-

difié ou complété d'un commun accord entre les Gouvernements des deux Pays.

2. Les Autorités aéronautiques des Parties contractantes se communiqueront mutuellement, dans le plus bref délai possible, tous les renseignements destinés à faciliter l'usage du corridor aérien fixé.

3. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application de cet Accord Additionnel, qui ne pourra être reglé directement entre les Autorités aéronautiques dans un délai de deux mois, sera soumis par elles à leurs Gouvernements respectifs qui se chargeront de résoudre le différend qui aurait pu surgir.

Article 4.

Les Parties contractantes notifieront le présent Accord Additionnel à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

Article 5.

Les dispositions de cet Accord Additionnel seront provisoirement appliquées à partir du 1er Août 1954.

Il entrera en vigueur le jour où les Parties contractantes se communiqueront par un échange de Notes l'accomplissement par chacune d'Elles des formalités de ratification ou d'approbation selon leurs règles constitutionnelles.

Chaque Partie contractante pourra mettre fin au présent Accord Additionnel moyennant un préavis de six mois.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé l'Accord Additionnel.

Fait à Athènes, le 13 Juillet 1954, en double exemplaire en langue française.

Pour le Gouvernement Royal Hellénique

Pour le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie.

Copie Certifiée

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Γενομένη μεταξύ τῶν Ἀεροπορικῶν Ἀρχῶν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας.

Συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 11, παράγραφος 2 ἡ Συμφωνία «περὶ ἐναερίων γραμμῶν μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας, τῆς 15ης Μαρτίου 1951, τὸ Ὑπουργεῖον Συγκοινωνιῶν, Ὑπηρεσία Πολιτικῆς Ἀεροπορίας, τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ ἡ Γενικὴ Διεύθυνσις Πολιτικῆς Ἀεροπορίας τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κάτωθι :

Νὰ ἀκυρώσουν τὰ ὑπὸ ἡμερομηνίας 15 Μαρτίου 1951 καὶ 26]31 Μαρτίου 1952 Παραρτήματα τῆς ἐν λόγῳ Συμφωνίας καὶ νὰ τ'ἀντικαταστήσουν διὰ τοῦ κάτωθι νέου Παραρτήματος.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

Τμῆμα Ι.

Α'. Ἡ ὁρισθεῖσα ἑλληνικὴ ἐπιχείρησις θὰ δύναται νὰ ἐκμεταλλεύηται τὰς κάτωθι ὁριζομένας τακτικὰς ἀεροπορικὰς γραμμάς:

1. Ἀθῆναι–Βελιγράδιον, πρὸς τὰς δύο κατευθύνσεις, μετὰ ἐνδεχομένων προσγειώσεων δι' ἐμπορικοὺς σκοποὺς εἰς Θεσσαλονίκην καὶ Σκόπια.

2. Ἀθῆναι–Βελιγράδιον καὶ πέραν τούτου πρὸς Αὐστρίαν καὶ Γερμανίαν, πρὸς τὰς δύο κατευθύνσεις, μετὰ ἐμπορικῆς προσγειώσεως εἰς Βελιγράδιον καὶ,

3. Ἀθῆναι–Βελιγράδιον καὶ πέραν τούτου, πρὸς τὰς δύο κατευθύνσεις, μετὰ τεχνικῆς προσγειώσεως εἰς Βελιγράδιον.

Κατὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν ἐν ταῖς παραγράφοις 1 καὶ 2 ἐμφαινομένων γραμμῶν ἡ ἑλληνικὴ ἐπιχείρησις θὰ δι" καιοῦται :

α) Ν' ἀποβιβάζῃ ἐπὶ τοῦ Γιουγκοσλαυϊκοῦ ἐδάφους ἐπιβάτας, ταχυδρομικὰς ἀποστολὰς καὶ ἐμπορεύματα ἐπιβιβαζόμενα ἐπὶ τοῦ ἑλληνικοῦ ἐδάφους καὶ ἐπὶ τοῦ τοιούτου πάσης ἄλλης Χώρας καὶ

β) Νὰ ἐπιβιβάζῃ ἐπὶ τοῦ Γιουγκοσλαυϊκοῦ ἐδάφους ἐπιβάτας ταχυδρομικὰς ἀποστολὰς καὶ ἐμπορεύματα προοριζόμενα διὰ τὸ ἑλληνικὸν ἔδαφος καὶ τὸ τοιοῦτον πάσης ἄλλης Χώρας.

Β'. Ἡ ἐν Α' παραγρ. 1 ὁριζομένη ἀεροπορικὴ γραμμὴ θὰ δύναται νὰ ἐξασφαλίζηται ὑπὸ τῶν μεταφορικῶν ἀεροσκαφῶν τῶν ἐξυπηρετούντων τὴν ἐν α' παράγρ. 2 ὁριζομένην τοιαύτην.

Τμῆμα ΙΙ.

Α'. Ἡ ὁρισθεῖσα Γιουγκοσλαυϊκὴ ἐπιχείρησις θὰ δύναται νὰ ἐκμεταλλεύηται τὰς κάτωθι ὁριζομένας τακτικὰς ἀεροπορικὰς γραμμάς:

1. Βελιγράδιον–Ἀθῆναι, πρὸς τὰς δύο κατευθύνσεις, μετὰ ἐνδεχομένων προσγειώσεων δι' ἐμπορικοὺς σκοποὺς εἰς Σκόπια καὶ Θεσσαλονίκην.

2. Βελιγράδιον–Ἀθῆναι καὶ πέραν τούτων πρὸς Αἴγυπτον καὶ Λίβανον, πρὸς τὰς δύο κατευθύνσεις, μετὰ προσγειώσεως δι' ἐμπορικοὺς σκοποὺς εἰς Ἀθήνας καί,

3. Βελιγράδιον–Ἰσταμπούλ ἢ Ἄγκυρα καὶ πέραν ταύτης, πρὸς τὰς δύο κατευθύνσεις, μετὰ τεχνικῆς προσγειώσεως ἐπὶ τοῦ Ἑλληνικοῦ ἐδάφους.

Κατὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν ἐν τοῖς παραγράφοις 1 καὶ 2 ὁριζομένων γραμμῶν ἡ Γιουγκοσλαυϊκὴ ἐπιχείρησις θὰ δικαιοῦται:

α) Ν' ἀποβιβάζῃ ἐπὶ τοῦ ἑλληνικοῦ ἐδάφους ἐπιβάτας, ταχυδρομικὰς ἀποστολὰς καὶ ἐμπορεύματα ἐπιβιβαζόμενα ἐπὶ τοῦ Γιουγκοσλαυϊκοῦ ἐδάφους καὶ ἐπὶ τοῦ τοιούτου πάσης ἄλλης χώρας καί,

β) Νὰ ἐπιβιβάζῃ ἐπὶ τοῦ ἑλληνικοῦ ἐδάφους ἐπιβάτας, ταχυδρομικὰς ἀποστολὰς καὶ ἐμπορεύματα προοριζόμενα διὰ τὸ Γιουγκοσλαυϊκὸν ἔδαφος καὶ διὰ τὸ τοιοῦτον πάσης ἄλλης Χώρας.

Β'. Ἡ ἐν Α' παραγρ. 1 ὁριζομένη ἀεροπορικὴ γραμμὴ θὰ δύναται νὰ ἐξασφαλίζηται ὑπὸ μεταφορικῶν ἀεροσκαφῶν τῶν ἐξυπηρετούντων τὴν ἐν Α' παραγρ.2 ὁριζομένην τοιαύτην.

Τμῆμα ΙΙΙ.

1. Αἱ μεταφοραὶ «CABOTAGE» ἐπὶ τοῦ Ἑλληνικοῦ καὶ Γιουγκοσλαυϊκοῦ ἐδάφους θὰ διαφυλάσσωνται ἀποκλειστικῶς διὰ τὰς ἐθνικὰς ἐπιχειρήσεις.

2. Αἱ ἀεροναυτιλιακαὶ Ἀρχαὶ ἑκάστης Χώρας θέλουσι καθορίσῃ ὅσον ἀφορᾷ τὰς ἐν τοῖς Τμήμασι ΙΙ καὶ Ι, ὑπὸ στοιχ. Α παράγρ. 2 ὁριζομένας γραμμάς, τὴν ἑβδομαδιαίαν συχνότητα τῶν δρομολογίων καὶ τὴν χωρητικότητα, λαμβάνουσαι ὑπ' ὄψιν τὰ συμφέροντα τῶν ἐθνικῶν αὐτῶν ἐπιχειρήσεων ἐναερίων μεταφορῶν.

Ἐννοεῖται ὅτι, ἡ ἑλληνικὴ ἐπιχείρησις θὰ τυγχάνῃ ἐπὶ τοῦ γιουγκοσλαυϊκοῦ ἐδάφους καὶ ἡ γιουγκοσλαυϊκὴ τοιαύτη ἐπὶ τοῦ ἑλληνικοῦ ἐδάφους εὐνοϊκῆς ὡσαύτως μεταχειρίσεως, ἧς τυγχάνει ἡ Ἑταιρεία Ἐναερίων Μεταφορῶν τοῦ πλέον εὐνοουμένου Κράτους.

3. Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ὑπογραφῆς της.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 13ην Ἰουλίου 1954, εἰς διπλοῦν εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Γενικὴν Διεύθυνσιν τῆς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας.

B. JOVANOVIC

Διὰ τὸ Ὑπουργεῖον Συγκοινωνιῶν Ὑπηρεσία Πολιτικῆς Ἀεροπορίας τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος

TH. PAPANASTASIOY

ΣΥΜΠΛΗΡΩΜΑΤΙΚΗ ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Ἐπὶ τῆς σχετικῆς Συμφωνίας περὶ ἐναερίων γραμμῶν μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας τὴν 15ην Μαρτίου 1951.

Ἡ Ἑλληνικὴ Βασιλικὴ Κυβέρνησις καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας, ἐπιθυμοῦσαι ζωηρῶς, ὅπως διευκολύνουν τὴν ἀεροναυτιλίαν μεταξὺ τῶν οἰκείων χωρῶν των, ὡς ἐπίσης καὶ τὴν διεθνῆ ἀεροναυτιλίαν εἰς τὸ τμῆμα τοῦτο τῆς Εὐρώπης συνεφώνησαν τὰ κάτωθι :

Ἄρθρον 1.

Διὰ τὴν ὑπέρπτησιν, ἄνευ ἐξωτερικῆς ὁρατότητος (I.F.R.), τῶν κοινῶν συνόρων τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας καθορίζεται ὁ ἐναέριος διάδρομος ὑπεράνω τοῦ κατωτέρω προσδιοριζομένου ἐπιγείου τομέως.

Σημεῖον τομῆς τῶν Ἑλληνο–Γιουγκοσλαυϊκῶν συνόρων καὶ τῆς νοητῆς εὐθείας γραμμῆς τῆς συνδεούσης τὸν Ραδιοφάρον Θεσσαλονίκης (κείμενον εἰς Μίκραν) καὶ τὸν τοιοῦτον τῶν Σκοπίων (κείμενον εἰς Ματζάρι), εὗρους πέντε (5) ναυτικῶν μιλίων (9265 μετ.) ἑκατέρωθεν τοῦ σημείου τούτου. Ὁ ἐπίγειος οὗτος τομεὺς ὁρίζεται ἐν Ἑλλάδι, πρὸς Ἀνατολὰς ὑπὸ τῆς τοποθεσίας Ἰδομένης καὶ πρὸς Δυσμὰς ὑπὸ τοῦ ὑψομετρικοῦ δείκτου 1918 «Πόρτα» καὶ ἐν Γιουγκοσλαυΐα πρὸς Ἀνατολὰς ὑπὸ τῆς κωμοπόλεως Γευγελῆ καὶ πρὸς Δυσμὰς ὑπὸ τοῦ ὑψομετρικοῦ δείκτου 2104 Πόρτα.

Διὰ τὴν ὑπέρπτησιν, μὲ ἐξωτερικὴν ὁρατότητα (V.F.R.) τὰ ἀεροσκάφη δὲν θὰ δύνανται νὰ χρησιμοποιοῦν εἰ μὴ μόνον τὸν ἐναέριον διάδρομον τὸν εὑρισκόμενον ὑπεράνω τοῦ ἡμι-τομέως τοῦ κειμένου πρὸς δυσμὰς τῆς νοητῆς εὐθείας γραμμῆς.

Ἡ ἐναέριος κυκλοφορία ἀπὸ καὶ πρὸς τὸν διάδρομον τὸν κείμενον ὑπεράνω τοῦ ὡς ἄνω ἀναφερθέντος ἐπιγείου τομέως, δέον ὅπως ἐκτελῆται συμφώνως πρὸς τοὺς ἐθνικοὺς κανονισμοὺς τῆς χώρας, ἐν τῷ ἀτμοσφαιρικῷ χώρῳ τῆς ὁποίας εὑρίσκεται τὸ ἀεροσκάφος.

Ἄρθρον 2.

Ἕκαστον συμβαλλόμενον μέρος ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὸ τὸ δικαίωμα, ὅπως εἰς ἐξαιρετικὰς περιπτώσεις περιορίσῃ ἢ ἀπαγορεύσῃ προσωρινῶς καὶ μὲ ἄμεσον ἐφαρμογὴν τὴν χρησιμοποίησιν τοῦ ἐν τῷ προηγουμένῳ ἄρθρῳ ὁρισθέντος ἐναερίου διαδρόμου.

Ὁ περιορισμὸς οὗτος ἢ ἡ ἀπαγόρευσις θέλουσι ἐφαρμοσθῆ, ἄνευ διακρίσεως ἐθνικότητος εἰς τὰ πολιτικὰ ἀεροσκάφη ἁπάντων τῶν Κρατῶν.

Ἄρθρον 3.

1. Πρὸς τὸ συμφέρον τῆς ἀναπτύξεως τῆς ἀεροναυτιλίας, ἡ παροῦσα συμπληρωματικὴ Συμφωνία θὰ δύναται νὰ τροποποιῆται ἢ νὰ συμπληροῦται διὰ κοινῆς συμφωνίας μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῶν δύο Χωρῶν.

2. Αἱ ἀεροναυτιλιακαὶ Ἀρχαὶ τῶν συμβαλλομένων Μερῶν θ' ἀνακοινώνουν ἀμοιβαίως, ἐντὸς τῆς κατὰ τὸ δυνατὸν βραχυτέρας προθεσμίας, ἁπάσας τὰς προοριζομένας ὅπως διευκολύνουν τὴν χρησιμοποίησιν τοῦ καθορισθέντος ἐναερίου διαδρόμου πληροφορίας.

3. Πᾶσα διαφορὰ περὶ τὴν ἑρμηνείαν ἢ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας, ἥτις δὲν θὰ δύναται νὰ διευθετηθῆ ἀπ' εὐθείας μεταξὺ τῶν ἀεροναυτιλιακῶν ἀρχῶν, ἐντὸς προθεσμίας δύο μηνῶν, θὰ ὑποβάληται ὑπὸ τούτων εἰς τὰς οἰκείας αὐτῶν Κυβερνήσεις, αἵτινες θὰ ἀναλαμβάνωσι τὴν ἐπίλυσιν τῆς ἀναφυείσης διαφορᾶς.

Ἄρθρον 4.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θ' ἀνακοινώσωσι τὴν παροῦσαν Συμπληρωματικὴν Συμφωνίαν πρὸς τὴν Ὀργάνωσιν Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας.

Ἄρθρον 5.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας θέλουσι προσωρινῶς ἐφαρμοσθῆ ἀπὸ 1ης Αὐγούστου 1954.

Αὕτη θέλει τεθῆ ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς ἡμέρας, καθ' ἣν τὰ συμβαλλόμενα Μέρη θ' ἀνακοινώσωσι δι' ἀνταλλαγῆς Διακοινώσεων τὴν ἐκπλήρωσιν ὑπὸ ἑκάστου τούτων τῶν διατυπώσεων ἐπικυρώσεως ἢ ἐγκρίσεως, συμφώνως πρὸς τὰς συνταγματικὰς αὐτῶν διατάξεις.

Ἕκαστον συμβαλλόμενον Μέρος θὰ δύναται νὰ θεωρήσῃ λήξασαν τὴν παροῦσαν Συμπληρωματικὴν Συμφωνίαν κατόπιν προειδοποιήσεως ἓξ μηνῶν.

Εἰς πίστωσιν τῶν ὡς ἄνω οἱ ὑπογεγραμμένοι, δεόντως πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον ἐξουσιοδοτημένοι, ὑπέγραψαν τὴν Συμπληρωματικὴν Συμφωνίαν.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις, τὴν 13 Ἰουλίου 1954 εἰς δύο ἀντίτυπα εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Ἑλληνικὴν Βασιλικὴν Κυβέρνησιν

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδιακῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας.

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ